

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

**Direction Départementale des Territoires**  
**Service Urbanisme Aménagement et Risques**

Unité Prévention des Risques Naturels et Technologiques

**ETAT**

DDT/SUAR-PRNT – Arrêté n° 2016-002

portant **approbation de la modification**  
du Plan de Prévention des Risques Naturels  
relatif aux mouvements de terrain  
« Instabilité du Coteau de Saumur à Montsoreau »

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

**La Préfète de Maine-et-Loire,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants ;

Vu l'arrêté préfectoral D3-2008 n°33 du 17 janvier 2008 approuvant le plan de prévention des risques naturels (PPRN) relatif aux mouvements de terrain affectant le coteau entre Saumur et Montsoreau sur les territoires des communes de Saumur et sa commune déléguée Dampierre sur Loire, Souzay-Champigny, Parnay, Turquant et Montsoreau ;

Vu l'arrêté préfectoral DDID/2011 n° 73 du 3 mars 2011 approuvant la révision partielle du plan de prévention sur la commune de Saumur et sa commune déléguée Dampierre sur Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral DDT/SUAR-PRNT n° 2015-003 du 13 novembre 2015 prescrivant la modification du Plan de Prévention des Risques Naturels relatif aux mouvements de terrain « Instabilité du Coteau de Saumur à Montsoreau » sur le territoire des communes de Saumur et sa commune déléguée Dampierre-sur-Loire, Souzay-Champigny, Parnay et Turquant ;

Vu le rapport du directeur départemental des Territoires en date du 8 mars 2016 ;

Sur la proposition du sous-préfet de Saumur,

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Est approuvée la modification du Plan de Prévention des Risques Naturels relatif aux mouvements de terrain « Instabilité du Coteau de Saumur à Montsoreau » sur le territoire des communes de Saumur et sa commune déléguée Dampierre-sur-Loire, Souzay-Champigny, Parnay et Turquant.

Le zonage réglementaire modifié du PPR est joint au présent arrêté.

**Article 2 :** La modification du plan approuvé vaut servitude d'utilité publique et devra être annexée aux plans locaux d'urbanisme des communes visées à l'article 1<sup>er</sup>.

Un arrêté du maire constatera qu'il a procédé à la mise à jour du plan local d'urbanisme.

Conformément aux dispositions de l'arrêté R. 123-22 du code de l'urbanisme, si cette formalité n'est pas effectuée dans un délai de trois mois suivant la notification par le préfet à la commune, le préfet y procède d'office par arrêté.

**Article 3 :** La modification du plan approuvée sera tenue à la disposition du public en préfecture de Maine-et-Loire (bureau de l'utilité publique), dans les mairies concernées et aux sièges de chaque établissement public de coopération intercommunale compétent pour l'élaboration des documents d'urbanisme sur le territoire desquels le plan de prévention est applicable.

**Article 4 :** Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes concernées et aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale concernés (EPCI).

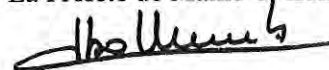
Il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et fera l'objet d'un affichage pendant une durée minimum d'un mois dans les communes et aux sièges des EPCI concernés.

En outre, un avis portant à la connaissance du public, cette mise à disposition du PPRN modifié fera l'objet d'une mesure de publicité dans un journal diffusé dans le département.

**Article 7 :** Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de l'arrondissement de Saumur, le directeur départemental des Territoires, les maires et les présidents visés à l'article 3 sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

ANGERS, le 25 AVR. 2016

La Préfète de Maine-et-Loire,



Béatrice ABOLLIVIER